

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1729 - 7 septembre 2001 - prix : 9F

**Inflation, chômage en hausse...
et bavardages politiques**

**leur rentrée
et la nôtre**

Dans les hôpitaux

**Des annonces d'embauche
qui ne font pas le compte**

(p. 11)



SOMMAIRE

Leur société

- 3 - RPR-PS : le programme est le même
- 4 - Nantes : sans-papiers en lutte
- 10 - Les 35 heures dans la fonction publique et les hôpitaux
 - Enseignement : toujours un manque de moyens
- 12 - Les convoyeurs de fonds et l'euro
 - Taxation du gazole : un geste électoral

Tribune

- 4 - Licenciements : la méthode Gayssot-Guigou

Politiciens

- 5 - La candidature de Chevènement
 - Université d'été du MEDEF
 - Les Verts s'entrechoquent

Dans le monde

- 6 - La Conférence de Durban
 - L'Apartheid d'Israël ne sera pas condamné
 - Australie : l'errance des boat-people

Dans les entreprises

- 8 - Chèques postaux - Bordeaux
 - Les travailleurs saisonniers
 - Pierret au secours des industriels
- 9 - RATP Réseau bus
 - Peugeot - Sochaux
- 12 - Renault - Sovab

Anniversaire

- 7 - 9 septembre 1976 : la mort de Mao

CHÔMAGE EN HAUSSE

Le nombre de chômeurs a augmenté en juillet de 1,9%, ce qui fait 39600 chômeurs de plus par rapport à juin. C'est le troisième mois consécutif que les statistiques officielles enregistrent une augmentation du nombre de chômeurs. Et les plans de licenciements annoncés récemment - les trente-trois entreprises qui s'apprentent à supprimer 14000 postes par exemple - ne sont pas encore comptabilisés.

Lors de l'université d'été du PS, qui se tenait le week-end des 1er et 2 septembre, Elisabeth Guigou, la ministre

de l'Emploi, a déclaré : « *Ce n'est pas un bon résultat, c'est sûr* ». C'est le moins qu'on puisse dire ! Mais elle s'est tout de même permis de prédire une baisse d'ici à la fin de l'année. Le PS prépare sa campagne électorale, il faut bien tenter de faire avaler quelques mensonges aux travailleurs. Des économistes, comme Jean-Paul Fitoussi, tentent aussi la même méthode Coué : la remontée du chômage serait selon eux « *un phénomène tout à fait transitoire* ». Mais il est peu probable que les travailleurs, en

particulier ceux de Moulinex, d'AOM, de Danone ou des autres entreprises dans lesquelles des licenciements sont prévus ou qui ferment, soient très convaincus.

Et en fait, si les chiffres du chômage ont baissé ces derniers temps, c'est seulement au profit des petits boulots que beaucoup de travailleurs finissent par être contraints d'accepter, ou bien du travail précaire sous toutes ses formes, ou du travail à temps partiel.

Les explications de cette remontée du chômage ne manquent pas de la part de

tous ces gens, économistes et politiciens. La libération des appelés en juillet, la fin de « l'effet 35 heures » qui aurait été bénéfique pour l'emploi, ou le ralentissement de l'économie. Mais parler des choix du patronat qui licencie ou multiplie les emplois précaires pour augmenter ses profits, il n'en est pas question pour tous ces gens-là.

C'est pourtant bien à cette logique du profit, aux dépens des hommes, qu'il faut mettre fin.

A. R.

Euro et valse des étiquettes

« *S'il doit y avoir des réajustements de prix, ils ne doivent pas se faire durant la période de basculement à l'euro* ». Voilà ce que déclarait il y a quelques mois Laurent Fabius, ministre de l'Economie et des Finances. Qu'à cela ne tienne, fabricants et distributeurs ont commencé à appliquer les « réajustements » bien avant cette date. Résultat, depuis plusieurs mois, les prix de très nombreux produits flambent littéralement.

Une étude réalisée par le magazine *60 millions de consommateurs* et portant sur des produits de grande consommation a ainsi relevé des hausses de prix pouvant atteindre près de 30% sur un an (de juin 2000 à juin 2001). Lessives, lait, shampoing, beurre, farine, pâtes... tout ce qui constitue l'essentiel des achats des familles populaires y passe. Les prix des produits de boulangerie ont aussi grimé de plus de 7% sur un an.

Une autre étude, réalisée cette fois par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, aboutit à ce même constat : il faut déboursier aujourd'hui parfois des centaines de francs en plus chaque mois, pour

des produits de base souvent indispensables.

Fabius a beau répéter avec culot que l'inflation reste maîtrisée, il a été obligé de reconnaître cette valse des étiquettes. Mais pas question pour lui comme pour le gouvernement de prendre une

quelconque mesure coercitive. Fabius propose de développer... « la vigilance ». Avec ça, les capitalistes, petits et grands, qui prennent prétexte de l'euro pour racketter littéralement les consommateurs vont sûrement avoir peur...

P. B.

QUESTION DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Depuis la plage de Thaïlande où il passait ses vacances, le PDG de Spectrasite a envoyé un Fax annonçant qu'il mettait la clé sous la porte et 865 salariés de l'entreprise Sofrer, dont le siège est à Nanterre, à la rue.

Un mois plus tôt, Spectrasite, société américaine, avait pris le contrôle à 100% de la Sofrer, spécialisée dans le déploiement des

antennes GSM des opérateurs de mobiles. Jusqu'à la réception du Fax annonçant sa fermeture, la Sofrer se portait fort bien et détenait 45% du marché français de cette spécialité. Mais les réorganisations du secteur, pour obtenir à tout prix un taux de profit maximum, ont conduit les actionnaires de Spectrasite à décider l'abandon de toutes ses activités en Europe.

Dans le système capitaliste, par e-mail (comme pour Marks et Spencer) ou par un simple Fax, les actionnaires majoritaires ont le pouvoir de priver de leurs moyens d'existence des centaines et des centaines de travailleurs.

Alors, priver les patrons de leurs moyens de nuire relève d'une question urgente de sécurité publique.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET
<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 83 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 12200 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'île-de-France, 3 rue du Parc 93150 La Blanc-Mesnil - 0149142165. Commission paritaire des publications n° 64 956.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL et VILLE:

COMPLÈMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de:

Règlement:

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 20 août 2001

LEUR RENTRÉE ET LA NÔTRE

Les discours prononcés le week-end des 1^{er} et 2 septembre par les ténors des grands partis parlementaires montrent que pour les leaders de ces formations la campagne pour l'élection présidentielle est d'ores et déjà commencée. Mais visiblement, pour les uns comme pour les autres, les chiffres du chômage qui remontent de manière inquiétante depuis quelques mois, la succession des plans dits « sociaux » qui vont provoquer dans les semaines qui viennent des milliers de suppressions d'emplois, sont des questions accessoires. Et aucun ne propose de s'en prendre, pour lutter contre ce fléau, aux profits qu'engrangent les grandes entreprises.

Si l'UDF Bayrou propose (s'il est élu, et s'il tient sa promesse) d'augmenter le SMIC de quelques centaines de francs, c'est en finançant cette mesure par une baisse des charges sociales, c'est-à-dire que cela ne coûtera rien aux patrons et que, dans le meilleur des cas, on mettra dans la poche droite des travailleurs ce qu'on leur aura pris dans la poche gauche. En fait, Bayrou imite le Chirac candidat à la présidence de la République en 1995 qui déclarait vouloir lutter contre la « fracture sociale »... On a vu ce qu'il a fait une fois élu !

Lors de sa récente intervention à la télévision, Jospin a promis la création

« d'un nombre considérable » de postes d'infirmières (de toute façon bien inférieur aux besoins, et ne permettant même pas d'assurer le passage aux 35 heures sans augmenter encore la charge de travail du personnel hospitalier). Ce serait plus que nécessaire en regard de la dégradation du système de santé. Il n'en a pas fallu plus pour que la droite lui reproche de vouloir augmenter les dépenses publiques. Mais le week-end dernier il a préféré centrer son discours à « l'université d'été » du Parti Socialiste sur le problème de la sécurité, c'est-à-dire se placer sur le terrain favori de la droite.

L'insécurité pourrit la vie de beaucoup de gens, surtout dans les quartiers populaires. Mais le chômage, la multiplication des emplois précaires, les bas salaires, la dégradation des conditions de travail, les horaires déments, encore plus. Et là, il y a des solutions qu'un gouvernement qui serait vraiment au service des classes laborieuses pourrait appliquer rapidement, qui amélioreraient considérablement la vie des travailleurs et qui permettraient en plus de mieux lutter contre l'insécurité. Mais pour cela, il faudrait justement s'en prendre aux intérêts des grandes sociétés, des gros actionnaires, ce que le Parti Socialiste, pas plus que la droite, ne veulent faire.

De toute manière, en ce qui concerne les problèmes du monde du travail, on peut écrire d'avance les discours de ces gens-là. Quand la croissance revient, il est d'après eux encore trop tôt pour augmenter les salaires. Et quand, comme aujourd'hui, les économistes revoient leurs prévisions à la baisse, et que la Bourse a des faiblesses, ils nous disent qu'il est trop tard. Pour les patrons comme pour les politiciens et les économistes à leur service, ce n'est jamais le moment de revendiquer.

Mais pour les travailleurs, il est urgent de mettre un coup d'arrêt à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Peu nous importe que les états-majors de la droite et de la gauche gouvernementale soient déjà en campagne électorale. Car nous savons bien que pour faire prendre en compte nos revendications, nous ne devons compter que sur nous-mêmes.

La classe ouvrière elle aussi doit préparer sa rentrée, sa rentrée sur le terrain des luttes sociales, pour imposer par ses moyens propres, par des grèves, par des manifestations de rue, ses revendications, et en particulier l'interdiction des licenciements sous peine de réquisition dans toutes les entreprises qui font des profits et qui ont le culot de supprimer malgré cela des centaines ou des milliers d'emplois.

RPR - PS

LES CANDIDATS SONT DIFFÉRENTS MAIS LE PROGRAMME EST LE MÊME

Election présidentielle oblige, les universités d'été ont permis aux différents partis de faire leur rentrée derrière leur candidat, déclaré ou non.

Les deux favoris, Chirac et Jospin, jouent aux désintéressés et ne sont pas encore déclarés, comme si le suspense tenait en haleine le pays. En revanche, derrière eux, il y a une multitude de candidats déclarés au poste de Premier ministre. En cas de victoire de Chirac, Sarkozy, qui l'avait trahi en 1995 pour un certain Balladur, a sans complexe annoncé qu'il était disponible pour

Matignon. Mais Juppé est aussi sur les rangs et Séguin figure également sur la photo de famille. Une belle brochette de chevaux de retour mais il y a peu de chance qu'ils fassent rêver.

Côté programme politique, c'est le néant. Comme la gauche mène une politique de droite, il est bien difficile à la droite de s'en distinguer. Tout ce monde attend sans doute qu'un slogan publicitaire style « la fracture sociale » arrive à temps pour meubler la campagne.

Question slogan, du côté du Parti Socialiste, Lionel Jospin a lancé le sien : « La nouvelle France ». C'est

parfait, cela ne veut rien dire, n'engage à rien...

D'ailleurs il n'y avait rien dans le discours de Jospin, sur la remontée du chômage, les plans sociaux, la hausse des prix. Martine Aubry et Elisabeth Guigou ont assuré qu'il n'y avait rien de bien inquiétant à tout cela et que « nous sommes en forme », bref « tout va très bien, Madame la Marquise » ou plutôt « Monsieur le Premier ministre ».

Seule nouveauté, Jospin et ses lieutenants socialistes se sont tous déclarés favorables à la taxe Tobin. Beaucoup ont interprété cela comme

une volonté de se donner une image plus à gauche. Mais, à vrai dire, il est difficile aujourd'hui de savoir qui, dans le monde politique, se déclare encore contre. Des députés de droite et de gauche se sont prononcés en sa faveur. La semaine dernière, c'est le député européen William Abitbol, proche de Pasqua, qui s'y est déclaré favorable. Même Bernard-Henri Lévy est pour. Il ne manque plus que Chirac !

La taxe Tobin déjà ne coûterait pratiquement rien au patronat, se déclarer en sa faveur coûte encore moins cher. Là encore, il s'agit de prendre des postures, de distiller des petites phrases distinguant la gauche de la droite, alors que le gouvernement de gauche mène une politique 365 jours par an favorable au patronat. Comment conserver les voix de l'électorat populaire sans changer de politique ? Voilà le souci du Parti Socialiste pour les prochaines élections. Cela promet bien du cinéma.

Christian BERNAC

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Licenciements : LA MÉTHODE GAYSSOT-GUIGOU

Gayssot a tellement bien réussi à embrouiller les syndicalistes d'AOM-Air Liberté (dont malheureusement certains ne demandaient que ça) qu'il fait des émules parmi ses collègues du gouvernement. L'enthousiasme déclenché par la méthode qui consisterait à faire passer la pilule de centaines de licenciements en négociant quelques promesses d'embauche avec les entreprises dépendant de son ministère est contagieux.

Alors que l'usine Moulinex d'Alençon était bloquée depuis une semaine par les travailleurs, le secrétaire d'Etat à l'industrie, Pierret, s'est dit ému par l'inquiétude des salariés. Il promet d'aller, de ce pas, contacter les grandes entreprises publiques et privées pour leur demander d'étudier la possibilité de prendre des licenciés de Moulinex.

Pas question de la moindre exigence auprès des propriétaires du groupe Brandt qui possède Moulinex. « Il s'agit d'une entreprise privée et il appartient à ses dirigeants de déterminer leurs stratégies », précise le sous-ministre. En revanche il se dit prêt à leur donner des subventions s'ils voulaient bien faire un effort « d'innovation » pour licencier moins. Ce qui ne semble pas les intéresser.

Pas question non plus pour le gouvernement de créer lui-même le moindre emploi. Là encore son argent il le réserve pour subventionner toute entreprise privée qui, chassant la prime gouvernementale, viendrait sur place s'installer.

La seule mesure annoncée par Pierret se résume donc à inciter les entreprises qui ont déjà prévu des embauches à prendre des salariés de Moulinex (ce qui aboutirait, à condition que cela se fasse, à en laisser d'autres qui avaient l'espoir d'un travail sur le carreau, et donc de créer de toute manière des chômeurs en plus de diviser les travailleurs). Encore faudrait-il, explique le secrétaire d'Etat, que les salariés licenciés acceptent de partir travailler à l'autre bout du pays. Ce qui est « humainement difficile » reconnaît-il. Et ce qui prépare éventuellement à rejeter la responsabilité sur les futurs chômeurs de la région d'Alençon : c'est qu'ils n'auront pas voulu se déplacer, voyez-vous !

La loi Guigou en application...

Robert Hue, lui, propose une nouvelle fois un « moratoire [...] jusqu'à l'adoption définitive du projet de loi de modernisation sociale ».

Ce ne serait évidemment que reculer pour mieux sauter. Car cette loi Guigou, votée au parlement en juin dernier, mais qui doit encore passer devant le Sénat avant adoption définitivement en novembre, ne prévoit rien pour empêcher les licenciements. Ses seules nouveautés : l'interven-

tion d'un médiateur et le droit dérisoire pour les syndicats de proposer des plans alternatifs aux patrons qui demeureront maîtres de juger et décider ce qui est le plus conforme à leurs intérêts.

Pas besoin de la loi Guigou pour cela. N'est-ce pas au fond les dispositions de cette loi qui viennent de s'appliquer avant même qu'elle soit votée à AOM-Air Liberté ? On a débarrassé Seillière et son associée, la société Swissair, de la compagnie aérienne dont ils ne voulaient plus. Et on a fini par charger les syndicalistes eux-mêmes d'établir la liste des licenciés. Voilà bien les « nouveaux droit des salariés » ou plus exactement de leurs représentants !

Les syndicalistes de Moulinex eux-mêmes se sont essayés à proposer le « plan alternatif » ou « contre-projet » que les syndicats auront désormais droit de soumettre à leur patron. Résultat : la direction l'a rejeté sans même perdre son temps à en étudier les détails.

Derrière la loi Guigou, comme derrière les interventions des ministres dans les conflits d'AOM et de Moulinex il y a la même politique : s'efforcer de désamorcer les réactions des travailleurs et de les isoler, entreprise par entreprise, en faisant miroiter l'espoir de solutions locales ; enfermer les syndicalistes, au nom du moindre mal, dans la recherche de contre-projets qui soi-disant limiteraient la casse et les suppressions d'emplois ; voire pire, les associer aux représentants du gouvernement, direction départementale de l'emploi ou médiateur, et aux patrons pour la gestion des licenciements, c'est-à-dire les amener à en prendre la responsabilité. Les responsables syndicaux, petits ou grands, qui marchent dans la combine, quelque soit leur organisation, y compris ceux de la CGT qui disent préférer le « syndicalisme de proposition » au « syndicalisme de contestation », trahissent leurs mandants.

Ce n'est que là où les travailleurs contestent, se manifestent et luttent le plus énergiquement, même quand ce n'est que localement au niveau de leur entreprise ou leur ville, qu'ils ont le plus de chance d'obtenir des concessions. Il a fallu que l'usine Moulinex d'Alençon soit occupée pour que Pierret s'en émeuve et joue au pompier en promettant d'aider aux reclassements.

Mais pour mettre un coup d'arrêt aux licenciements il faudrait justement déclencher l'incendie que le gouvernement et le patronat craignent, une riposte d'ensemble du monde du travail pour exiger l'interdiction des licenciements et des créations directes d'emplois utiles, notamment dans les services publics qui en manquent tant.

Olivier BELIN

Convergences Révolutionnaires numéro 16 (juillet-août 2001)

Un dossier « Révolte en Kabylie, révolte en Algérie » ; des articles sur « pourquoi pas une candidature LO-LCR ? sur la manifestation du 9 juin et la préparation d'une suite, sur la « loi de modernisation sociale », sur le positionnement du PCF, sur les mafias des entreprises de nettoyage... »

Pour se procurer ce numéro, 10 F. écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement : un an 60 F. de soutien 100 F.

Leur société

Nantes SANS-PAPIERS EN LUTTE POUR LA RÉGULARISATION



Une des premières manifestations des sans-papiers de Nantes, en 1998.

En juin 1998, une cinquantaine de sans-papiers, essentiellement africains, se sont installés dans les locaux de la Bourse du travail de Nantes avec l'aide et sous la protection de la CGT. Disposant d'une grande salle et d'une cour, ces locaux peu adaptés, vétustes et sans confort (une seule douche et quelques lavabos) ont néanmoins servi pendant trois ans de refuge et d'asile à tous les sans-papiers et demandeurs d'asile débarquant à Nantes. Ils sont à présent une centaine de toutes les nationalités, dont beaucoup d'Algériens, à occuper ces locaux de la Bourse dans des conditions qui ne cessent d'empirer.

Pour les demandeurs d'asile, qui ne cessent d'affluer, souvent des familles avec de jeunes enfants, les pouvoirs publics doivent normalement les prendre en charge, leur assurant le gîte et le couvert en attendant que leur dossier soit examiné. Cela prend des mois, car la préfecture manque de personnel et les demandes sont nombreuses. En attendant, ce sont les associations débordées qui prennent en charge et nombre de ces personnes, lassées d'attendre un logement, finissent par se retrouver à la Bourse. Il n'y a pas de CADA (Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile) à Nantes et les places au Samu social et dans les foyers d'hébergement sont insuffisantes.

Depuis trois ans, la mairie et les pouvoirs publics sont au courant de cette situation mais ils l'ont laissée pourrir. Un collectif regroupant diverses associations et mouvements s'est créé pour défendre les sans-papiers et les sans-papiers eux-mêmes ont créé leur propre association « Sans papiers, sans droits ».

Ce qui a changé les choses est le fait que la CGT ainsi que tous les syndicats occupant la Bourse ont déménagé fin août dans une maison des syndicats toute neuve et qu'il n'était pas possible d'emmener dans les cartons une centaine de sans-papiers !

Ceux-ci se retrouvent donc jusqu'au 15 septembre encore à la Bourse, toujours sous la protection de la CGT qui s'est engagée à les soutenir jusque-là.

Face à cette situation, les manifestations de soutien aux sans-papiers, devant la mairie, à la préfecture, ont pris de l'ampleur ces derniers mois. Les entrevues se

sont multipliées entre les associations et les pouvoirs publics. Et pour maintenir la pression, les sans-papiers campent depuis le 20 août sous une grande toile de tente dans un square face à la mairie. Ils sont là jour et nuit, reçoivent de nombreux soutiens, font signer la pétition nationale réclamant leur régularisation, convoquent la presse, organisent des réunions et débats et, le beau temps aidant, cela met de l'ambiance.

Il semble que cette mobilisation ait réussi à faire bouger un peu les choses. Il en ressort à présent que les quatre-vingt-sept personnes qui étaient à la Bourse vont pouvoir bénéficier d'un relogement dans des logements mis à leur disposition par la mairie, du moins pour ceux disposant de papiers provisoires (les demandeurs d'asile).

Les sans-papiers, eux dont l'existence légale n'est pas reconnue, seront relégués dans un bâtiment appartenant à l'évêché en centre-ville. Façon jésuite et peu glorieuse pour une municipalité de gauche et un gouvernement socialiste de s'en remettre aux curés pour régler les problèmes !

Enfin un CADA devrait être construit en 2002 à Nantes pour faire face aux besoins.

Mais tout ceci ne règle en rien les problèmes de fond. Déjà, de nouveaux demandeurs d'asile, arrivés depuis le blocage de la liste à quatre-vingt-sept, demandent eux aussi un logement. Enfin et surtout, les demandeurs d'asile savent qu'ils sont des sans-papiers en puissance vu le nombre important de dossiers qui sont rejetés. Que deviendront-ils à ce moment-là ? Pourront-ils toujours bénéficier des logements de la mairie ? Celle-ci se garde bien de répondre là-dessus.

Alors la question à l'ordre du jour est bien celle de la régularisation de tous les sans-papiers. Mais à la veille d'échéances électorales importantes, ce gouvernement de gauche plurielle, dont le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, est un des représentants en tant que président du groupe socialiste à l'Assemblée, ne veut surtout pas, par pleutrerie devant la droite et un électorat réactionnaire, prendre la seule décision politique qui s'impose ! Ayrault a, paraît-il, plaidé auprès de Jospin la cause des raveurs, mais il reste muet pour défendre les sans-papiers !

En attendant, il n'en a pas fini avec les sans-papiers de Nantes.

République-Nation

CHEVÈNEMENT PREND LE MÉTRO POUR L'ÉLYSÉE

Avec une solennité digne d'une distribution de prix de l'école communale, sur fond de drapeau bleu-blanc-rouge, Jean-Pierre Chevènement a annoncé qu'il se mettait sur les rangs dans la course à l'Élysée. En toute modestie, il se présente comme « l'homme de la Nation », espérant être dans les deux premiers au soir du premier tour, c'est-à-dire présent au second dans la compétition présidentielle.

L'avenir dira si ce pronostic audacieux se vérifie dans un an, dans six ou plus tard. Mais on sait déjà que notre fringant cheval de retour est prêt à manger à n'importe quel ratelier. Son passé, ancien ou récent, en témoigne. Il ratisse large. Se pavanant il y a quelques mois à Porto Alegre, parmi les manifestants anti-mondialisation (il est vrai qu'il se présentait, et

qu'on le présentait, il y a quelques années encore, comme se situant à la gauche du PS, voire à l'extrême gauche !), il est l'homme qui, en qualité de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Jospin, a attaché son nom à la loi scélérate concernant la non-régularisation des sans-papiers, s'inscrivant dans la continuité des lois Pasqua-Debré. C'est donc tout naturellement qu'on suppose sur sa capacité d'attirer une fraction de l'électorat souverainiste, sur les brisées du même Pasqua, dont il copie les discours, sur la Corse, contre l'Euro et l'Europe. Encore qu'il soit bien difficile de savoir qui est la copie et qui est l'original entre tous ces candidats qui se disputent le monopole de la France, de la nation et autre pacotille électorale.

L'état-major de Chevènement le présente, non sans-arrière pensée, comme l'homme qui sait dire « non », du simple fait qu'il a démissionné trois fois du gouvernement. Retenons plutôt qu'il a assumé, en tant que ministre, la politique anti-ouvrière de ces gouvernements, à Paris comme à Belfort où, confronté aux licenciements à l'Alstom, il s'est contenté de verser quelques larmes électorales sur le sort des licenciés...

Chevènement, l'homme qui a su dire « non » ? Disons plutôt l'homme qui sait dire « moi, moi, moi », comme d'autres de son espèce... Et qui fait don de sa personne, non à la nation comme il le prétend, mais à qui sera preneur. A droite, ou à gauche.

J-P.V.



Quand Chevènement, ministre de la Défense, assurait la promotion des avions de Dassault.

AFP

Université d'été du MEDEF

Ernest-Antoine, Claude, Jean-Pierre et les autres...

A la réception, pardon « l'université d'été », organisée par le baron Seillière, un bon millier de patrons a accouru. Il s'agissait, entre les collations, de réfléchir sur le thème « la création de valeur et le respect des valeurs ». Le véritable miracle de « la création de valeurs » pour ces exploités est sans doute que, pendant qu'ils pérorèrent et ripaillaient ensemble, le travail de leurs sala-

riés continue à produire de la valeur et du profit... sur leurs comptes en banque et dans leurs coffres-forts.

Pour discuter du « respect » de leurs valeurs, ils avaient invité des personnalités qui, il faut le croire, en ont pas mal en commun avec le patronat.

Ainsi, Claude Allègre, ex-ministre de l'Éducation nationale, a paraît-il ravi les patrons

et volé la vedette à Jean-Pierre Chevènement et Philippe Herzog. Il a tout d'abord sangloté : si Jospin l'avait maintenu « trois semaines de plus » pour appliquer son plan... Alors qu'il discourait au côté de Desmarest, PDG de Total et responsable de l'Erika, il n'a pas eu un mot sur ses responsabilités en matière d'environnement.

Bien moins respectueux à

l'égard de Dominique Voynet, pourtant alliée de son parti et ex-collègue au gouvernement, Allègre a tenu à affirmer que « le ministre de l'Environnement est un roquet dans les jambes du ministre de l'Industrie ou de l'Agriculture. Rien n'a changé ». Lui, en tout cas, reste le bouledogue aboyant après les fonctionnaires en général et les enseignants en particulier. Ressassant l'impossibilité de réformer l'État, il a appelé les patrons au secours : « Pourquoi les entreprises ne feraient pas de suggestion sur la réforme de l'État ? » a-t-il imploré.

On vient pourtant de voir comment Antoine Seillière, actionnaire principal d'AOM Air-Liberté et responsable de

son naufrage actuel, a laissé la compagnie en faillite, comment il s'est retiré avec la caisse en laissant sur le carreau les salariés. Ce sont ces méthodes, les plans sociaux et les suggestions de Seillière qu'Allègre veut importer à l'Éducation nationale ou à la Santé ?

En tout cas, Claude Allègre a montré qu'il savait bien être la voix de son maître. Mais il n'est pas le seul serviteur zélé du patronat et c'est pendant ces palabres patronales que Jospin a annoncé encore de nouveaux cadeaux aux patrons sur l'application des 35 heures dans les PME. Les patrons ont enregistré, sans dire merci... et réclamé bien sûr encore davantage !

C.B.

QUAND LES VERTS S'ENTRECHOQUENT

Il n'a pas fallu bien longtemps pour que Noël Mamère prenne ses distances à l'égard d'Alain Lipietz, son rival chanceux dans la compétition pour la candidature des Verts à l'élection présidentielle. Il a pris prétexte pour cela des déclarations de Lipietz sur l'amnistie des crimes de sang en Corse. Mais il y a fort à parier que si ce n'avait pas été cette question, c'en aurait été une autre, tant il était prévisible que Mamère n'accepterait pas de se voir évincer dans ses projets de carrière...

Difficile d'ignorer le heurt des ambitions qui secoue à intervalles répétés les Verts. Les commentateurs s'en gaussent. Mais sur ce plan, les Verts ne se dis-

tinguent guère du petit monde politique auquel ils aspiraient à appartenir. Avec une réussite incontestable et des dispositions d'esprit qui ne le sont pas moins.

De tels affrontements sont la règle, et non l'exception, dans ce monde-là. Sans s'attarder sur les gesticulations de tous les crabes qui s'agitent dans le panier de la droite, que ce soit au sein du RPR ou de l'UDF, ou entre les deux, il en est de même, par exemple, au sein du PS. La presse ne vient-elle pas de rappeler que Mitterrand n'avait pas hésité à savonner la planche de son « camarade » de parti Michel Rocard, en finançant une liste rivale menée par Bernard Tapie

aux élections européennes de 1994. Plus près de nous, ce n'est pas un secret que Fabius, Jospin, Guigou, Aubry et quelques autres calculent leurs gestes, leurs discours, leur positionnement politique en fonction de leur plan de carrière, et non en fonction d'un choix d'idées. Tout comme leur maître en la matière, Mitterrand, a su le faire en son temps...

Le comportement des dirigeants Verts ne détonne donc pas. Et celui de Mamère, pas plus que d'autres. Son itinéraire politique en est une illustration. Il sut prendre, dans un premier temps, le sillage de Brice Lalonde, ce même Lalonde qui fut secrétaire d'État dans un

gouvernement dirigé par Rocard en 1988 pour finir aujourd'hui aux basques de Madelin. Mamère rallia les Verts au lendemain des élections législatives de 1997, au moment même où ceux-ci se voyaient proposer un fauteuil ministériel par Jospin, en la personne de Dominique Voynet qui, après avoir, en 1995, choisi de ne pas choisir entre la gauche et la droite, avait saisi l'opportunité offerte par Jospin.

Mamère a tenu, en rompant avec fracas avec Lipietz, à faire entendre qu'il n'était pas marié avec les Verts, pas plus qu'il ne l'était avec la gauche. Une attitude qui ne le distingue d'ailleurs pas des autres dirigeants Verts.

Sauf qu'à la différence de ses partenaires, il a su saisir une opportunité pour se démarquer de son camp, et dispose donc d'une longueur d'avance et d'une liberté de choix plus large qui lui laissent ouvertes toutes les opportunités. Y compris celle qui permettrait de marchander avec la droite, si celle-ci l'emportait en 2002. Une telle attitude n'est pas contre nature. Le passé des Verts et de leurs dirigeants en témoigne. Dans cette histoire à épisodes, celui qui vient de se dérouler n'est pas le dernier. Mais ses rebondissements ne sont que trop prévisibles.

Jean-Pierre VIAL

Conférence de Durban

POUR RÉPARER LES MÉFAITS ET CRIMES DU CAPITALISME, IL FAUDRA Y METTRE FIN

C'est à reculons que les grandes puissances ont accepté la tenue de la 3^e Conférence mondiale de l'ONU sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, qui s'est tenue à Durban en Afrique du Sud. Et pour cause !

L'esclavage et la traite des Noirs, dont il devait être question à Durban, ont été, durant des siècles, l'un des piliers sur lesquels s'est édifié le capitalisme en Europe et en Amérique du Nord. C'est dans l'enlèvement, la déportation et le travail forcé de dizaines de millions d'Africains et de leurs descendants qu'est née cette « démocratie occidentale » dont se garantissent les tenants du capitalisme et qu'ils voudraient donner en modèle indépensable à l'ensemble du genre humain.

LE CYNISME DES GRANDES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Avant même l'ouverture de cette conférence, les Etats impérialistes avaient prévenu qu'ils y enverraient des délégations restreintes, affirmant ainsi ne se sentir en rien concernés par elle. L'Union européenne avait, elle, annoncé qu'elle ne voulait pas entendre qualifier l'esclavage de génocide des peuples africains car qui dit génocide, dit réparations. Or, pour les grandes puissances, il ne saurait en être question. D'ailleurs, ajoutaient certains avec culot, comment indemniser un tel drame, à qui en présenter la note ? Et de chercher à se défaire de leur écrasante res-

ponsabilité en rappelant les razzias des marchands arabes d'esclaves ou que des chefs tribaux africains avaient profité de la traite en menant des guerres jusqu'au cœur du continent, afin d'approvisionner en esclaves les trafiquants européens établis sur les côtes.

Ce mélange de mauvaise foi et de cynisme des représentants des grandes puissances n'a rien d'étonnant ni de nouveau. Mais ce n'est pas non plus sur les dirigeants du Tiers Monde qu'on peut compter pour dénoncer cette hypocrisie. Dans leurs pays, ils sont souvent les relais de la perpétuation de l'exploitation de leur peuple. A Durban, il ne s'agissait pas pour eux de mettre en cause un système mondial capitaliste fondé, dès son origine, sur l'exploitation de l'homme sous ses formes les plus barbares. D'une certaine façon, ils étaient dans leur rôle, en feignant de croire ou en laissant croire qu'une telle conférence pourrait changer quoi que ce soit à l'injustice séculaire dont ont été et continuent d'être victimes les peuples du Tiers Monde.

UN CONTINENT SAIGNÉ À BLANC

Du XVI^e au XIX^e siècles, la traite des Noirs a été systématiquement organisée par les Etats ouest-européens afin de fournir plantations et mines du

Nouveau Monde en main-d'œuvre privée de tout droit. Cette traite a effroyablement et durablement mis l'Afrique à genoux. Elle a déstructuré ses sociétés, les privant de dix à vingt millions d'hommes et de femmes, parmi les plus jeunes et les plus robustes, dont 20 % périssaient durant la seule traversée de l'Atlantique, enchaînés à fond de cale sur les navires négriers.

Cela a entraîné une chute terrible de la population (puisqu'on estime que, de 1 600 à 1 900, la part de l'Afrique dans la population mondiale est passée de 30 % à 10 %), une saignée qui interdisait tout essor au continent noir. En revanche, celle-ci a été un élément essentiel du développement du capitalisme en Occident, où s'accumulaient les richesses extorquées des colonies grâce au travail forcé des esclaves. En 1789, à la veille de la Révolution française, le trafic des esclaves et leur exploitation dans les colonies représentaient le tiers du commerce total de la France. Et les bourgeois d'alors n'hésitaient pas à afficher la source ignoble de leur richesse. En témoignent les « têtes de nègre » qui ornaient les frontons de leurs hôtels particuliers, notamment dans des ports tels Bordeaux ou Nantes dont la prospérité provenait du commerce triangulaire fondé sur la traite et le travail des esclaves noirs.

C'est sur les souffrances et les cadavres de dizaines de millions

d'entre eux que se sont édifiées les grandes puissances actuelles.

UNE DETTE POUR UNE HUMANITÉ DÉBARRASSÉE DU CAPITALISME

Toutes les « compensations » et autres « excuses » officielles que pourraient obtenir des Etats africains ou des descendants d'esclaves des Etats-Unis, des Antilles ou d'Amérique latine, pour compréhensible et justifiée qu'en soit la demande, ne pourront jamais effacer cette horreur. Ni réparer les ravages incalculables opérés par la traite dans l'histoire de l'Afrique. D'autant qu'après avoir été la victime de l'esclavagisme des puissances occidentales, l'Afrique a eu à subir leur colonialisme et continue, malgré la décolonisation, à être soumise au pillage impérialiste des mêmes puissances qui dominent l'économie mondiale.

Ce n'est que le jour où toutes les richesses des grandes puissances, qu'elle a contribué à accumuler à son corps défendant, seront totalement mises au service de l'Afrique pour la hisser aux mêmes possibilités de développement économique, social et humain que la partie la plus développée du monde, que le continent noir échappera au sort auquel l'a condamné le système capitaliste. Cela ne compensera pas ce qu'il a subi – comment

cela serait-il possible ! –, mais cela sera le seul juste retour des choses. Cela signifiera alors que l'humanité aura tourné la page de l'exploitation sous toutes ses formes, et donc en aura fini avec le capitalisme et l'impérialisme des grandes puissances.

Michel ROCCO

L'Apartheid d'Israël ne sera pas condamné

Les représentants des Etats-Unis et d'Israël ont finalement quitté Durban. Cela parce que certains participants, notamment du monde arabe, entendaient profiter de cette réunion de l'ONU sur le racisme pour dénoncer le sionisme (la politique nationaliste d'Israël) comme du racisme.

Mais il est de fait que l'idéologie officielle d'Israël – qui se veut un Etat « juif » – se fonde, entre autres, sur des critères d'appartenance raciale supposée. Elle accorde le droit de devenir citoyen de ce pays à toute personne considérée comme juive alors que, parallèlement, les Arabes d'Israël sont traités comme des citoyens de seconde zone et que cet Etat refuse le droit de revenir aux millions de Palestiniens (que des dirigeants israéliens reconnaissent pourtant avoir chassés de chez eux depuis plus d'un demi-siècle).

Jusqu'en 1993 et aux accords (de dupes, pour les Palestiniens) d'Oslo, l'ONU assimilait le sionisme à une forme de racisme. Sans que cela change quoi que ce soit au soutien que les grandes puissances, et d'abord les Etats-Unis, n'ont cessé d'apporter aux dirigeants israéliens dont la politique est un élément majeur du maintien de l'ordre impérialiste au Proche-Orient.

Depuis Oslo, la politique de ségrégation et d'oppression nationale de l'Etat israélien n'a pas changé d'un iota. Et cela quel que soit le qualificatif que l'ONU et, derrière elle, les grandes puissances, acceptent ou pas que certains lui accolent.

P.L.

Australie

« L'EXODUS » DES RÉFUGIÉS AFGHANS

Depuis le 26 août, plusieurs centaines d'immigrants clandestins, hommes, femmes et enfants, errent sur le Pacifique. Le gouvernement de l'Australie, qui était leur destination et leur espoir, refuse de recevoir ces naufragés afghans, sri-lankais ou indonésiens embarqués sur un rafiote, puis récupérés par un cargo norvégien où ils ont dû survivre dans des conditions précaires. Il a même refusé, au mépris total du droit international, qu'ils accostent sur une quelconque parcelle du territoire australien.

Après plusieurs jours de pourparlers, les réfugiés ont été transbordés sur un navire de guerre australien qui devrait en un premier temps les transporter en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans un second

temps, cent cinquante de ces réfugiés rejoindraient la Nouvelle-Zélande et les trois cents autres Nauru, un Etat minuscule du Pacifique. Dans l'un et l'autre lieu, la situation de chaque réfugié sera alors étudiée ! Bref, on réserve à ces émigrants des camps, et pour ceux qui iront dans cette île de 21 km² et de quelques milliers d'habitants, un véritable camp de concentration perdu dans l'océan.

Il est tout de même révélateur de l'état de la planète que l'on veuille parquer des naufragés dans un point minuscule du Pacifique, alors que, non loin de là, les millions de km² de l'Australie, ce pays peuplé pour l'essentiel par une immigration récente, soit encore largement sous-peuplés et ne deman-

dent pour une bonne part qu'à être mis en valeur. Mais, en Australie comme ailleurs, démagogie rime avec imbécillité. Le sort d'émigrants fuyant la misère n'émeut pas le gouvernement de droite actuel et

guère ses concurrents de gauche, qui hésitent à se distinguer sur le sujet à quelques mois d'élections fédérales.

Michel ROCCO



Les boat people à bord du Tampa.

9 septembre 1976 : la mort de Mao Tsé-toung

UN NATIONALISTE PAS UN COMMUNISTE

Il y a 25 ans mourait Mao Tsé-toung. La presse ne manque pas une occasion de rappeler les épisodes sanglants de son régime, et surtout de les attribuer au communisme dont Mao disait se réclamer. Et en effet, la Chine maoïste a bien souvent servi, avec l'URSS stalinienne dont elle avait copié certains traits, de repoussoir anticommuniste. A en croire nombre de journalistes, ce pays n'aurait été pendant des dizaines d'années qu'un vaste goulag asiatique, dont se seraient peu à peu affranchis les successeurs de Mao en renouant avec l'Occident et l'économie de marché. Un scénario intéressé, maintes fois rabâché, qui a peu à voir avec la réalité.

UN RÉGIME AVANT TOUT NATIONALISTE

Lorsque Mao et ses compagnons d'armes prirent le pouvoir en 1949, leur objectif se bornait en fait à limiter l'emprise sur leur pays des puissances impérialistes qui en suçaient le sang depuis plus d'un siècle. Car pour ce qui est de « l'ouverture à l'Occident », la Chine avait largement donné. Au milieu du XIX^e siècle, afin de promouvoir le « libre commerce » de l'opium, les canonnières anglaises et françaises avaient forcé la Chine à se soumettre à la rapacité des grandes puissances, s'arrogeant des enclaves dans ses ports, des concessions « interdites aux chiens et aux Chinois », à partir desquelles elles pillaient tout le pays. Et en fait de démocratie, la population avait vu les soldats occidentaux et japonais prêter main forte à ses oppresseurs chinois à chaque fois qu'elle tentait de relever la tête.

C'est à cette situation que Mao entendait mettre un terme, pour faire du pays un Etat moderne. Cet objectif fut celui de maints autres leaders du Tiers Monde, sous bien des drapeaux. En Chine, il se trouva qu'il fut incarné par un parti et des hommes qui, une vingtaine d'années auparavant, s'étaient formés dans le moule du stalinisme dont ils avaient retenu la phraséologie et, aussi, l'idée que l'inter-

vention de l'Etat pouvait être un moteur puissant du développement économique. Il n'en reste pas moins que lorsque le Parti Communiste Chinois, après de longues années de guérillas infructueuses, prit le pouvoir, porté par l'immense révolte paysanne qui déferla sur la Chine à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce ne fut pas pour instaurer un régime où les richesses cesseraient d'appartenir à une petite minorité de privilégiés. En 1945, Mao avait déclaré ne pas viser « la bourgeoisie en géné-

ne fut pas le cas. Dès la fin 1950, les USA décrétèrent le blocus économique du pays alors que débutait la guerre de Corée. Dans ce contexte, les bourgeois chinois que Mao aurait voulu convaincre de faire tourner la production dans l'intérêt national, tout en conservant leurs richesses et privilèges, s'y refusèrent. Ils trouvaient plus rentable de continuer leurs trafics habituels, désorganisant l'économie et mettant le pays en danger militaire, et n'envisageaient nullement de renoncer à leur rôle parasitaire. C'est donc par la force des choses,

se ouvrière fut soumise à un régime quasi militaire. Régulièrement le pouvoir eut recours à la répression et mobilisa ses cadres pour étouffer toute velléité d'agitation sociale. La « Révolution culturelle », qui débuta en 1969, vit le régime s'appuyer sur l'armée pour mobiliser la jeunesse estudiantine afin de mettre au pas la population urbaine. Cela, dans le cadre d'une reprise en main militaire du pays par l'appareil d'Etat car, la guerre du Vietnam s'étendant alors, le régime semblait craindre

global en Asie, intégrant désormais la Chine. Peu avant la mort de Mao, Nixon vint ainsi lui serrer la main à Pékin. Depuis lors les dirigeants chinois n'ont fait qu'approfondir cette voie, à travers certes maints à-coups et zigzags.

Les capitalistes du monde entier peuvent désormais exploiter les ouvriers chinois dans des « zones franches » créées à cet effet depuis 1979. Certains y trouvent leur compte, ainsi que toute une frange de nouveaux riches chinois. Mais ce n'est bien sûr pas le cas de l'immense majorité de la population.

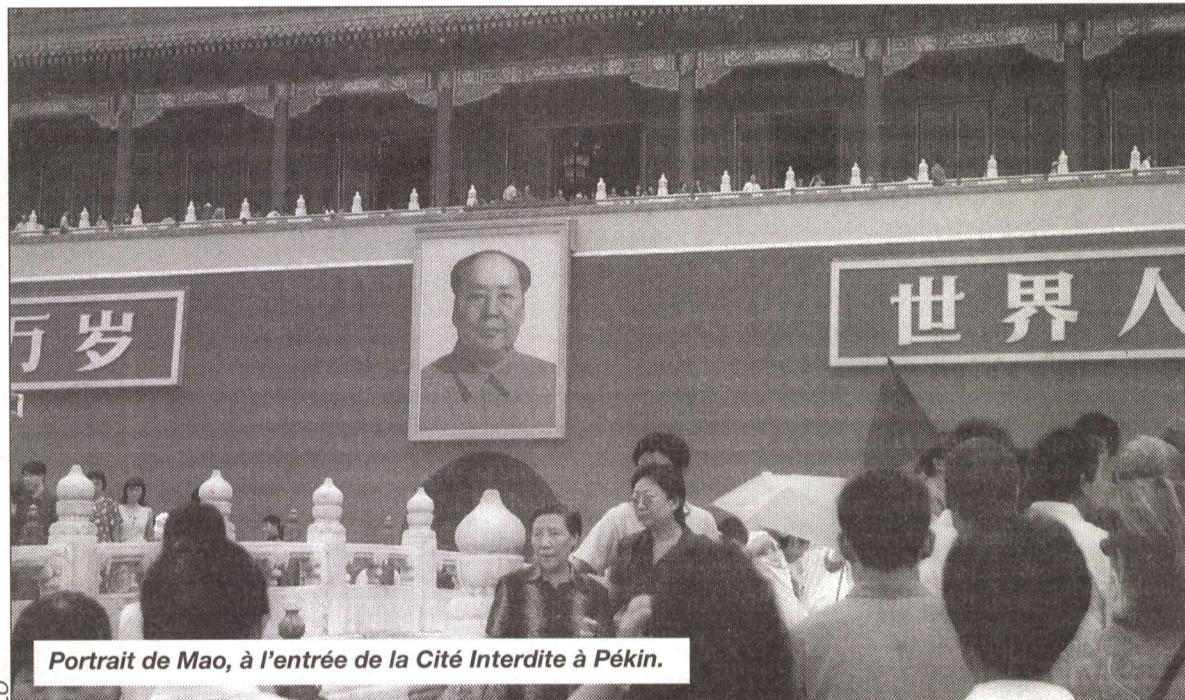
Tout en pressurant celle-ci pour tenter de faire décoller l'économie, le régime maoïste avait en effet instauré un certain égalitarisme dans la distribution des ressources, au moins celles de première nécessité. En tout cas, cela avait évité à la population de connaître un dénuement aussi effroyable que celui de l'Inde, comparable à bien des égards, mais dont le régime est toujours resté dans le giron de l'impérialisme. Il y avait des privilèges en Chine maoïste, mais ils pesaient infiniment moins sur la population que les prélèvements imposés par l'impérialisme aux pays du Tiers Monde qu'il domine. Et cette différence de situation avait suffi à assurer aux Chinois un sort un peu plus enviable au niveau de la santé, de l'éducation, du logement ou de l'alimentation, que celui des Indiens, par exemple.

De ce point de vue, la réintroduction de la Chine dans le marché mondial, c'est-à-dire dans une économie de plus en plus ouverte au pillage, ne peut que faire resurgir les tares du passé. Dans les villes et les campagnes, cela a déjà fortement accru des différenciations sociales, annonciatrices à terme d'une profonde régression sociale.

Le temps écoulé depuis que la Chine a renoué avec le marché mondial est maintenant comparable à celui pendant lequel elle en avait été écartée. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'impérialisme, avec ses immenses moyens, n'a pas fait mieux que le régime maoïste pour ce qui est d'améliorer le sort de la population.

Alors, si l'histoire de la Chine depuis 1949 entraîne une condamnation, ce n'est pas celle du communisme, que le régime nationaliste fondé par Mao n'a jamais représenté. C'est celle du capitalisme sous toutes ses formes.

Daniel MESCLA



Portrait de Mao, à l'entrée de la Cité Interdite à Pékin.

ral, mais l'oppression impérialiste et féodale, (et que) le programme de la révolution n'est pas d'abolir la propriété privée, mais de protéger la propriété privée en général ; cette révolution ouvrira la voie au développement du capitalisme ». Et dès l'installation du nouveau régime, la classe ouvrière fut appelée à « continuer à vaquer à ses occupations » et la paysannerie priée de tempérer ses velléités de réforme agraire. Il s'agissait de ne pas compromettre l'harmonie du « Bloc des quatre classes », bourgeoisie nationale, prolétariat, paysannerie et classes moyennes, sous l'égide duquel se plaçait la direction maoïste.

UNE ÉTATISATION IMPOSÉE PAR LE BLOCUS IMPÉRIALISTE

Encore aurait-il fallu que cette bourgeoisie nationale, vis-à-vis de laquelle Mao multipliait les attentions, accepte de jouer le jeu et que l'impérialisme tolère ce régime. Ce

par instinct de survie et non par idéologie, que le régime dut nationaliser les entreprises au milieu des années cinquante.

Malgré ces conditions d'isolement, aggravées ensuite encore par la rupture avec l'URSS, la direction maoïste poursuivait son but, toujours le même : essayer de faire de la Chine un Etat moderne et une grande puissance, alors que, isolée, appauvrie par un siècle de pillage impérialiste, elle n'en avait pas les moyens. C'est donc à l'immense masse paysanne que le régime allait imposer des efforts inouïs pour tenter d'atteindre ses objectifs. Dans les campagnes « collectivisées », les paysans se virent arracher la plus grande partie du fruit de leur travail pour financer l'industrialisation. On leur imposa de s'épuiser dans de grands travaux et même, lors du « Grand Bond en avant », de produire de l'acier dans les villages pour « rattraper l'Angleterre en 15 ans » ! Dans les villes, la clas-

d'être à son tour menacé, en tout cas déstabilisé par elle.

LE BILAN DU MAOÏSME... ET CELUI DU CAPITALISME EN CHINE

L'étatisme a permis à la Chine, sinon d'échapper au sous-développement, du moins de ne pas laisser libre cours aux prélèvements de l'impérialisme ainsi qu'à ceux de la bourgeoisie locale. Cela lui a évité de s'enfoncer toujours plus dans la pauvreté, comme nombre d'Etats du Tiers Monde devenus indépendants à la même époque. Mais cet étatisme, outil d'une perspective nationaliste qui fut la constante du maoïsme, n'avait rien de communiste, pas plus que la politique et les intérêts qu'il servait. Aussi est-ce le plus naturellement du monde que l'Etat chinois réintégra le marché capitaliste dès que les USA le lui permirent. Cela se fit du vivant même de Mao lorsque, défaits au Vietnam, les Etats-Unis décidèrent de rechercher un nouveau règlement

La Poste
Chèques postaux - Bordeaux

Depuis plus d'un an, l'immeuble Georges-Bonnac qui se trouve en plein centre de Bordeaux est en pleine rénovation. Cet immeuble de 45 000m², construit dans les années 1970 et où travaillent environ mille six cents postiers, comprend le Centre régional des services financiers (CRSF), le Centre de distribution des facteurs et le bureau de poste principal de Bordeaux.

Au départ, cet immeuble devait être vendu, mais la découverte d'amiante sous forme de flochage sur environ un quart de l'immeuble et principalement confiné dans les faux plafonds a contraint La Poste à engager de gros travaux de désamiantage. Finalement, La Poste a décidé de rénover l'immeuble tout en lui donnant une capacité d'accueil de deux mille personnes afin de le rentabiliser. Les travaux ont débuté en juin 1999 et devaient durer trois ans. Mais pour d'évidentes raisons financières, la direction de La Poste a fait le choix de faire les travaux sans faire déménager le personnel, qui depuis deux ans travaille donc au milieu des travaux de plus en plus envahissants.

Aujourd'hui, la direction veut faire croire que c'est le choix des travailleurs du centre qui a été respecté. Il n'en est rien car, à l'époque, c'est elle-même qui a fait toute une propagande pour expliquer que les employés avaient intérêt à rester sur place, qu'ils ne subiraient aucune nuisance, qu'ils ne verraient même pas un ouvrier et que la démolition se ferait avec les techniques

les plus modernes, au laser...

Pour le personnel de La Poste, plus les choses avancent, plus les problèmes se font sentir sur leurs conditions d'hygiène, de santé et de sécurité au travail, d'autant plus que, si au départ les travaux se faisaient de nuit, aujourd'hui, suite à une plainte des riverains, ils se font de jour, pendant les heures travaillées des postiers.

Et depuis plus d'un an, les

TRAVAUX : ATTENTION DANGER!

incidents se multiplient et l'immeuble ressemble de plus en plus à un navire à la dérive. En mai 2000, une canalisation de gaz non répertoriée a été accrochée par l'entreprise de démolition, ce qui a provoqué une importante fuite nécessitant l'évacuation totale de l'immeuble. Le lendemain, les poussières ont provoqué de nombreuses pannes électriques provoquant l'arrêt des ascenseurs entre deux étages. Par la suite, c'est le chantier de désamiantage qui a posé certains problèmes: ouvrier intervenant sur un flochage sans en être averti, règles de sécurité et de ventilation non respectées...

Cet été, la dégradation des conditions de travail des postiers a passé un premier cap. Les travaux, qui au départ se situaient dans les sous-sols, se rapprochent désormais des zones de travail des employés de La Poste. Les nuisances que subissent les employés se sont donc intensifiées: bruit, poussières, pannes d'ascenseurs, inondations, ruptures de canalisations dues au manque de prévention et de coordination des travaux se sont multipliés.

Même là où les travaux sont finis, les conditions de travail sont déplorables: à la distribution, les facteurs ont déménagé dans leurs nouveaux locaux, en sous-sol, le 25 juin. Aucun sys-

tème d'aération ne fonctionnait. Il a fallu attendre le 9 août pour que celui-ci devienne opérationnel, et encore, sans le système de réfrigération qui ne devrait pas fonctionner avant 2002. Lors des grosses chaleurs, nous avons dû travailler avec des températures ambiantes de près de 30°. Et pour ce qui est du fonctionnement du chauffage cet hiver, nous n'avons aucune garantie de la part de la direction qui reste maintenant prudente et reconnaît «avoir été hors jeu» sur tous ces problèmes cet été.

Hors jeu est le moins que l'on puisse dire. Car la volonté de la direction d'accélérer coûte que coûte les travaux crée des conditions dangereuses, voire criminelles pour les employés de La Poste et pour les travailleurs des entreprises de démolition. Par exemple, le 23 août, une visite de chantier imposée par le CHS-CT du CRSF a révélé que des ouvriers des entreprises de démolition travaillaient sous une bande de flochage d'amiante non stabilisé et très dégradé, c'est-à-dire dans l'état le plus dangereux. Sans cette visite inopinée, les choses seraient restées en l'état, mettant en danger la vie de ces travailleurs!

Quant aux conditions de travail des employés de La Poste,

l'automne s'annonce pire que l'été. Au milieu du bâtiment, il y a un énorme escalier central dont la démolition doit commencer le 3 octobre et devrait durer un an. La démolition qui devait être «chirurgicale» (au laser) va se faire maintenant, pour des raisons d'économies, au marteau-piqueur, malgré des tests de bruit qui ont révélé que de tels travaux dans le bâtiment allaient générer des niveaux sonores de 100dB (à 85dB, il y a risque de lésions auditives). Aujourd'hui, après deux années de travaux, le chantier a déjà un an de retard et le budget initial de 250 millions de francs a plus que doublé. Certains en annoncent le triplement. Du coup, les responsables de La Poste veulent faire avancer le chantier au plus vite et aux moindres coûts, mettant par là en péril la santé et la sécurité des postiers.

Les employés du centre, de plus en plus inquiets du déroulement de ces travaux qui entrent pour un an dans une des phases les plus actives, devront ne pas se laisser faire. La direction prouve tous les jours qu'elle n'a que faire de notre santé comme de celle des ouvriers du chantier. Ce sera à nous de lui faire ravalier un tel mépris pour notre vie.

Correspondant LO

À propos de Moulinex

UN SECRÉTAIRE D'ÉTAT... AUX INDUSTRIELS

Tandis que les salariés des usines Moulinex d'Alençon et de Cormelles-le-Royal, en Normandie, multiplient les actions contre la décision de leur direction de fermer les deux usines du groupe situées sur ces sites, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, fait semblant - bien tardivement - de se pencher sur leur sort.

Il explique, dans une interview publiée dans *Le Monde* du 4 septembre, que le gouvernement fera tout pour... inciter les grandes entreprises publiques et privées à embaucher ceux que Moulinex projette de jeter à la rue. Inciter, nullement contraindre, ni les dirigeants de ces entreprises ni ceux de Moulinex. La contrainte, c'est bon pour les travailleurs, et pour eux seuls, qui n'auront pour seul choix que, soit se retrouver au chômage, soit être contraints de déménager, s'ils trouvaient à

s'embaucher ailleurs, ce qui implique, selon les propos du secrétaire d'Etat lui-même, que ces salariés «acceptent une certaine mobilité» géographique, mais aussi une mobilité - vers le bas - de leur salaire.

Moulinex étant «une entreprise privée», prend soin de préciser notre sous-ministre socialiste, «il appartient à ses dirigeants de déterminer leur stratégie. C'est à eux de comprendre que la société s'est endormie sur ses lauriers, qu'elle n'a pas assez eu recours à l'innovation». Mais il s'empresse d'ajouter que cette entreprise privée ne sera pas privée... du soutien de l'Etat... «Je donne l'assurance que la puissance publique peut l'accompagner dans cet effort (d'innovation)». En la matière, notre sous-ministre ne fait guère preuve d'originalité en proposant un nouvel arrosage

de actionnaires de Moulinex, qui ont, comme nombre de leurs congénères, eu plusieurs fois l'occasion de bénéficier des attentions sonnantes et trébuchantes de l'Etat. Les entreprises qui suppriment des emplois connaissent bien la recette. Moulinex en premier, qui n'en est pas à son premier plan dit social, donc à sa première subvention pour suppression d'emplois.

Quand un membre du gouvernement socialiste fait mine de s'intéresser au sort des salariés - dans un souci électoraliste difficile à faire oublier - il se préoccupe avant tout du sort des actionnaires et des dirigeants d'entreprises, qui n'ont pourtant nul besoin qu'on leur rappelle qu'il leur appartient «de déterminer leur stratégie»... y compris quand cette stratégie consiste à réduire les emplois.

J.-P. V.

Récoltes

Les travailleurs ne sont pas des poires...

Propriétaires de vignobles et producteurs de pommes se plaignent de ne pas trouver les vendangeurs et les cueilleurs nécessaires aux récoltes. Personne en effet ne se précipite pour subir des conditions de travail pénibles pour des salaires peu reluisants. Mais il n'y a là vraiment rien d'extraordinaire!

Par exemple, pour la récolte des pommes dans la région de Limoges, «chaque récolteur doit remplir trois caisses de 320 kg par jour et en moyenne», soit près d'une tonne de fruits, pour environ 43,72 francs brut de l'heure. Et les saisonniers qui font un tel travail doivent, dans la plupart des cas, se loger et se nourrir comme ils peuvent.

En guise d'explication pour les conditions imposées aux saisonniers, un respon-

sable d'une coopérative agricole de Corrèze déclarait à la presse être «hélas tributaire d'impératifs financiers». Parce que ceux qui viennent faire les récoltes, chômeurs, travailleurs immigrés, saisonniers, n'ont peut-être pas d'impératifs financiers, eux? Les coopératives et autres gros propriétaires agricoles déclarent «calculer au plus juste» mais rognent toujours sur les salaires, jamais sur les bénéfices qu'ils envisagent.

S'ils veulent des travailleurs en suffisance pour des récoltes qui n'attendent pas, ils n'ont qu'à commencer par payer correctement. Mais non seulement ils ne veulent pas verser plus que le Smic horaire et exigent un maximum de rendement, mais en plus, ils voudraient que les volontaires se précipitent!

L.P.

RATP - Réseau bus Région parisienne

Au mois d'août quelques dépôts d'autobus de la RATP ont rajouté des bus sur certaines lignes.

Ce n'est pas que la direction ait été plus sensible que d'ordinaire aux attentes importantes des usagers entre deux bus durant la période estivale, puisque son souci principal était de rattraper un peu les mauvais chiffres du réseau routier sur les six premiers mois de l'année, en faisant faire des kilomètres à ces quelques bus supplémentaires.

C'est que la RATP a aussi contractualisé en kilomètres le service prévu de bus avec le syndicat des transports d'Ile-de-France, le STIF, qui est l'organisme régional organisant les transports en commun, avec lequel la RATP négocie pour la première fois cette année un contrat portant sur un niveau de service et de recettes en échange de la subvention régionale.

Par exemple, dans Paris intra-muros, la perte de kilomètres tolérée est de 4% par rapport au contrat, et de 2%

pour les lignes de la banlieue. Cette différence s'explique à la fois par la circulation difficile dans Paris, et par l'attente plus importante sur les lignes de banlieue où il y a des horaires de passage affichés sur les arrêts, d'où la tolérance un peu moins large de 2%.

Si la RATP dépasse les objectifs du contrat, elle perçoit davantage de recette, et inversement si elle n'atteint pas les objectifs.

Or il se trouve que les chiffres de kilomètres par-

courus par les bus sur les six premiers mois dans Paris sont mauvais, bien plus du fait de manque de personnel pour conduire les bus prévus, que des problèmes de circulation.

Il en effet fréquent que des bus soient supprimés sur diverses lignes parce que l'effectif des conducteurs est tellement calculé à l'économie qu'il ne permet pas le remplacement normal des conducteurs en vacances, repos, inaptitude provisoire à la conduite pour des raisons médicales, etc.

La direction a donc voulu profiter du fait que quelques dépôts parmi les vingt-trois existants (où travaillent un total de dix mille conducteurs de bus) avaient accordé moins de vacances en août, et qu'ils disposaient ainsi provisoirement d'un peu plus de chauffeurs,

pour rajouter des bus supplémentaires, avec l'objectif avoué de leur faire faire du kilomètre, puisque cela roule un peu mieux dans Paris au mois d'août.

Bien sûr, ces « suppléments » sur quelques lignes n'étaient pas de trop, car le service est réduit en été et les usagers en ont un peu bénéficié. Mais dans le même temps bien des lignes de dépôts sans marge de personnel ont roulé avec des bus en moins que le service prévu, notamment en banlieue, à Saint-Denis par exemple.

Et puis cela donne une petite idée sur la crédibilité des chiffres, sur la contractualisation censée garantir plus d'efficacité pour les usagers, et sur l'autofélicitation dont la direction est coutumière concernant la « réali-

sation des objectifs ». Les travailleurs de la RATP savent bien, eux, que sans moyens supplémentaires, tout cela n'amène que l'aggravation des conditions de travail : moins de pauses, voire pas de pause du tout, au terminus pour obtenir plus de kilomètres parcourus dans une journée de travail.

Alors le problème, c'est toujours que le gouvernement comme la région Ile-de-France n'augmentent pas les effectifs des travailleurs dans les transports en commun, tout en prétendant vouloir encourager leur utilisation face à la voiture individuelle.

Pour cela il faudra nous mobiliser et imposer une embauche massive dans les transports en commun.

Correspondant LO

Peugeot Sochaux

Température et exploitation en hausse

Cette année, à Sochaux, l'usine Peugeot n'a fermé officiellement, au titre des congés payés, que du 30 juillet au 20 août. Mais cette fermeture déclarée a été quasi virtuelle, car tout le monde était loin d'être au repos.

Durant cette période, en effet, trois mille ouvriers et employés Peugeot et huit cents ouvriers intérimaires ont travaillé, assurant en particulier deux mille postes en production.

L'emboutissage a travaillé sur deux tournées. Le ferrage et les amortisseurs ont tourné matin et nuit, pour alimenter en pièces et véhicules les autres usines du groupe ne fermant pas non plus, en particulier Mulhouse.

Chaque jour, mille voi-

tures environ ont été retouchées et régulièrement expédiées vers Mulhouse. Le chantier « retouche », en bout d'usine, a fonctionné plein pot, 15 août compris. C'est dire si les actionnaires, bien à l'abri des grosses chaleurs, ont « fait leur beurre ».

Avec tout cela, il a fallu quand même réaliser la maintenance prévue. Mille sept cents ouvriers d'entreprises extérieures - en plus des maintenanciers Peugeot habituels - étaient donc également présents. On a vu souvent des chantiers dans les ateliers fonctionner au beau milieu et en même temps que la production.

Dans cette situation, les risques d'accidents se sont multipliés, et on n'y a pas échappé. L'infirmerie n'a pas chômé.

Le lundi 6 août, par exemple, on a compté trente-quatre passages à l'infirmerie, dont vingt-

trois intérimaires. Le 10 août, il y a eu un accident grave : un jeune intérimaire est tombé d'un toit, en passant à travers une plaque de Fibro ciment. Il a fait une chute de 7 mètres, et il est encore - quinze jours après - à l'hôpital dans un état grave.

Dans cette affaire, Peugeot ne se sent pas responsable, puisqu'il sous-traitait le travail à une entreprise qui, elle-même, le sous-traitait à une troisième. C'est pas moi, c'est l'autre : c'est toujours la même chanson. Tous autant qu'ils sont, tous ces patrons et Peugeot en tête sont entièrement responsables de ces accidents. Si nous, ouvriers et ouvriers intérimaires en particulier, nous payons très cher la note, c'est pour qu'en fin de compte, à l'autre bout, tous ces requins augmentent leurs profits.

Correspondant LO

TotalFina et la dépollution

ILS MÉRITENT UN TRAITEMENT DE CHOC

On savait que l'indemnisation des victimes de la marée noire provoquée par le naufrage de l'Erika traînait en longueur. Voilà maintenant que l'on apprend que le traitement des déchets est lui aussi en retard.

Pourtant, les pouvoirs publics ont été plus que bienveillants à l'égard de TotalFina. Ils ont accepté que le traitement s'étale sur des années et ont même laissé la revente du sable, issu du retraitement, au seul bénéfice de la société privée qui s'occupe de l'opération (alors que l'enlèvement de toute une partie de ce sable a été financé à 90% par les contribuables). Après toute cette mansuétude, on comprend que le sous-préfet de la région se déclare déçu, vu les résultats.

Sur une quantité de déchets évaluée par TotalFina lui-même à près de 270000 tonnes - sables mêlés de fioul, gants et bottes des nettoyeurs, crustacés, roseaux, algues pollués -, à peine 5% ont été traités ! L'usine de retraitement, dont l'installation avait pris quatre mois de retard, n'a fonctionné qu'à partir d'avril. Et voilà qu'elle est de nouveau arrêtée sans date précise de reprise. Les responsables du groupe pétrolier évoquent, sans rire, un « léger glissement de planning » qu'ils justifient par diverses considérations techniques.

Mais en attendant, ce sont des milliers de tonnes de déchets toxiques qui restent stockées en plein air !

P. B.

Enseignement

DERRIÈRE LES MENSONGES DE LANG, TOUJOURS UN MANQUE DE MOYENS

Le gouvernement, qui prétend que la bataille de l'emploi reste sa priorité, annonce sept mille postes supplémentaires pour l'Éducation nationale sur les treize mille fonctionnaires supplémentaires dès 2002. Il y a quelque temps, Lang avait promis la création pour les années à venir de plusieurs dizaines de milliers de postes supplémentaires. Mais la réalité est bien différente.

Le Snes, le syndicat majoritaire dans l'enseignement secondaire, avait déjà répondu aux effets d'annonce de Lang, en précisant que ce qu'il prévoyait ne couvrirait même pas, de toute façon, tous les départs à la retraite. Pour cette rentrée scolaire, le Snes signale que quatre mille

six cents postes d'enseignants de lycées et collèges n'ont pas été pourvus par des titulaires, soit mille de plus que l'an dernier.

L'Éducation nationale continue, en effet, à faire appel à des précaires, à des contractuels en particulier, c'est-à-dire à des enseignants qui peuvent être « remerciés » du jour au lendemain. Et c'est la même chose pour le personnel de service, femmes de ménage, électriciens, pour tout le personnel d'entretien d'un établissement.

Dans le primaire, dès la rentrée, des instituteurs et des parents ont dû se mobiliser pour empêcher des fermetures de classes.

Les inspecteurs viennent même compter les enfants dans

les classes ! S'il n'y a pas assez d'enfants, selon des critères qu'ils définissent eux-mêmes, et sûrement pas en prenant en compte l'intérêt des enfants, ils peuvent décider de fermer une classe. C'est ainsi qu'ils font des économies de postes... sur le dos des enfants, et souvent des enfants de cités ou quartiers populaires qui auraient au contraire besoin de plus de moyens. Il peut ainsi être décidé de fermer une classe parce qu'elle n'aurait regroupé « que » vingt élèves, alors que les conditions d'enseignement, avec cet effectif de vingt, auraient bien sûr été bien meilleures.

Dans l'Oise, à Compiègne par exemple, les parents de plusieurs écoles s'étaient battus déjà

en février-mars derniers contre les fermetures et avaient obtenu le gel de deux de celles-ci. Mais le recteur a fait savoir, peu de temps avant la rentrée, que ce gel ne voulait pas du tout dire qu'il ne fermerait pas ces classes ! Dans une de ces écoles, une maternelle située au Clos-des-Roses, une des cités de Compiègne, les enfants risquent ainsi de se retrouver dans deux classes au lieu de trois, et à donc trente par classe. Et cette situation se retrouve dans beaucoup de cités et quartiers populaires : dans la région parisienne, à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine par exemple, les instituteurs de l'école des Grésillons ont décidé qu'ils ne reprendraient pas les cours le jeudi 6 septembre, et ce jusqu'à ce qu'ils obtiennent les créations de postes demandées.

Le gouvernement ne mène aucune bataille pour l'emploi, aucune bataille pour l'éducation des enfants des classes populaires. Il mène bien au contraire une bataille pour faire des économies sur leur dos !

Aline RETESSE

Lycées professionnels

Le seuil de la mauvaise foi est atteint

Le ministère de l'Éducation nationale s'attendait à ce qu'il y ait une baisse des effectifs en lycées professionnels (LP). Or, à la veille de la rentrée, il ressort que plus de 1 100 élèves n'avaient pas pu avoir de place en LP. Branle-bas de combat donc dans les rectorats pour traiter en catastrophe les dossiers en suspens.

L'Inspection académique de Seine-Saint-Denis a envoyé une

circulaire aux chefs d'établissement leur demandant de prendre au maximum ces élèves, ce qui est normal, quitte à surcharger les classes, ce qui l'est nettement moins. « L'affectation est susceptible d'être poursuivie au-delà des seuils habituels » : la formule a beau être atténuée, elle n'en reste pas moins claire.

La Seine-Saint-Denis est déjà un département en retard pour les

moyens, même s'il y a eu un plan de rattrapage suite aux grèves de ces dernières années, et l'enseignement n'y est pas facile. Surcharger les classes ne va pas améliorer les conditions de travail des enseignants ni les possibilités d'apprentissage des élèves. Mais pour l'Inspection académique, ce n'est que provisoire. Elle mise sur le fait que certaines sections ne font pas le plein (mais les élèves

restant sur le carreau seront-ils attirés par ces sections ?) et, surtout, qu'il y a des démissions en cours d'année, ce qui devrait rétablir le seuil maximum...

L'important, n'est-ce pas, c'est le communiqué de rentrée, qui doit dire que tous les élèves ont trouvé une place ; pas de créer des postes supplémentaires pour permettre à tous d'étudier convenablement.

Circulation à Paris

MIEUX VAUDRAIT DÉVELOPPER LES TRANSPORTS EN COMMUN QUE LES EMBOUTEILLAGES

A Paris, il y a eu cet été l'affaire de la fermeture des voies sur berge aux automobilistes afin d'en réserver l'usage aux adeptes du vélo et des rollers. Il y a maintenant l'élargissement des couloirs réservés aux bus et aux cyclistes, au détriment de l'espace affecté à la circulation des voitures, sur les axes les plus fréquentés. Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, et son adjoint, le Vert Denis Baupin, ne cachent pas leur volonté de restreindre l'espace dévolu à la circulation automobile dans la capitale.

Ils mettent en avant la lutte contre la pollution. Pourtant, le premier résultat de ces mesures a été d'accroître les embouteillages, donc la pollution, aux abords de ces grands axes. Et ce n'est pas le fait que la circulation devienne de plus en plus difficile qui dissuadera les automobilistes de rouler dans Paris, car ils n'ont souvent pas d'autre alternative.

En effet, on ne peut prétendre diminuer la circulation des voitures sans poser d'abord le problème du développement de transports en commun efficaces, confortables et peu coûteux pour les usagers. Et pas seulement au niveau de la capitale, mais de toute la région.

Or si Paris est bien desservi par les lignes de bus et de métro, on ne peut en dire autant de la banlieue.

Rares sont les lignes de métro qui y pénètrent, et lorsque c'est le cas, elles ne desservent que quelques communes parmi les plus proches des portes de la capitale. Quant aux trains de banlieue et aux RER, ils sont souvent bondés et accumulent les retards. Et l'offre de transports collectifs est encore plus restreinte lorsque les banlieusards doivent se déplacer de bonne heure le matin, un peu tard le soir ou les jours fériés. Tout cela fait qu'ils n'ont finalement pas d'autre choix que de prendre leur voiture, lorsqu'ils en ont une, malgré les embouteillages et les problèmes de stationnement.

Certes Delanoë et Baupin ne portent pas la responsabilité de cette situation, mais ils ne la dénoncent pas non plus. Pas plus qu'ils ne réclament de leurs amis au gouvernement les moyens nécessaires au développement des transports en commun. Restent les mesures qu'ils prennent et qui se traduisent surtout par plus de difficultés de circulation pour les banlieusards qui doivent pénétrer ou transiter dans Paris. Mais là n'est pas la préoccupation de Delanoë et Baupin ; c'est aux milieux petits-bourgeois et écolos parisiens qu'ils cherchent à plaire, pas au public populaire des banlieues !

Roger MEYNIER

Les AU DES ET

Au cours des négociations sur le passage aux 35 heures dans le secteur hospitalier, Elizabeth Guigou, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, a annoncé la créa-

Dans

LES DE DE

« 40 000 emplois pour les hôpitaux », « un effort considérable dont seule bénéficiera la fonction publique hospitalière » : voilà comment le gouvernement a présenté ses objectifs en ce qui concerne le passage aux 35 heures dans les hôpitaux publics.

Environ 760 000 personnes travaillent dans les établissements publics de santé. Le passage aux 35 heures représente une réduction du temps de travail de 10% : cela représenterait donc un minimum de 80 000 emplois à créer.

Et si le passage aux 35 heures a lieu effectivement au 1^{er} janvier 2002, c'est dès cette année qu'il faudrait commencer à recruter. Guigou, interrogée sur FR3, a d'emblée écarté cette hypothèse puisque ces 40 000 emplois annoncés, le gouvernement veut les recruter sur trois ans. Et les autorisations de budget pour le recrutement en 2002 ne pourront être effectives que début janvier, période habituelle où les établissements connaissent le montant de l'enveloppe que l'assurance maladie leur accorde pour l'année.

DÉTRIMENT FONCTIONNAIRES DES USAGERS

tion de quarante mille postes en trois ans. Il s'agit de mesures « considérables, exceptionnelles, sans précédent et sans équivalent dans la fonction publique », a-t-elle

claironné, à la suite de Jospin, dans son discours télévisé de la semaine passée.

« Considérables », ces embauches? D'abord, elles sont étalées dans le temps. Ensuite, ces quarante mille emplois, qui correspondent à

une augmentation du personnel de 5,3 %, ne compenseront même pas la diminution d'horaires. D'autre part, si l'on parle de créer des emplois, encore faut-il qu'il y ait sous la main le personnel qualifié. Or, pour l'instant, faute d'avoir formé des

infirmières en nombre suffisant, leur recrutement pose problème.

Mais dans le reste de la fonction publique, la situation sera encore pire que dans le secteur hospitalier. Car les intentions du gouvernement sont d'appliquer les 35 heures pratiquement « à effectifs constants », en augmentant la « productivité ». Qu'est-ce que cela peut bien signifier quand il s'agit de services publics? Eh bien, faire travailler plus les fonctionnaires, accroître leur flexibilité, fermer des équipements de proximité dits « non rentables » puisqu'ils ne touchent qu'une petite fraction de la population. On a vu ce que cela donnait avec La

Poste, où la réduction du temps de travail s'est traduite par des charges accrues pour le personnel et une détérioration du service rendu aux usagers quand, par exemple, des bureaux ont été fermés cet été pendant les vacances des postiers.

Il en va de même pour l'ensemble des services publics, et le passage aux 35 heures sans créer d'emplois, après avoir réduit les effectifs pendant des années, ne pourra que faire empirer la situation, pour les fonctionnaires comme pour les usagers.

Marianne LAMIRAL

les hôpitaux publics

TOURS PASSE-PASSE GUIGOU

Comment cela se passera-t-il alors? Guigou affirme que ces heures supplémentaires seront mises sur un « compte épargne temps » et que l'on pourra les prendre... plus tard. Bref, en janvier 2002, nous serons en 35 heures mais nous travaillerons 39 heures et nous n'aurons pas un sou de plus sur la feuille de paye (en euros, bien sûr!).

40 000 emplois d'ici trois ans (peut-être...), cela ne fait pas le compte. Dans bien des services, les effectifs actuels sont insuffisants. Bien souvent, poser des jours de récupération qui nous sont dus est un problème. Des agents qui ont des dizaines de jours en souffrance, c'est fréquent. Alors si on passe aux 35 heures avec des embauches insuffisantes, cela ne fera qu'augmenter le nombre de jours à récupérer, mais cela ne représentera pas une diminution de la charge de travail.

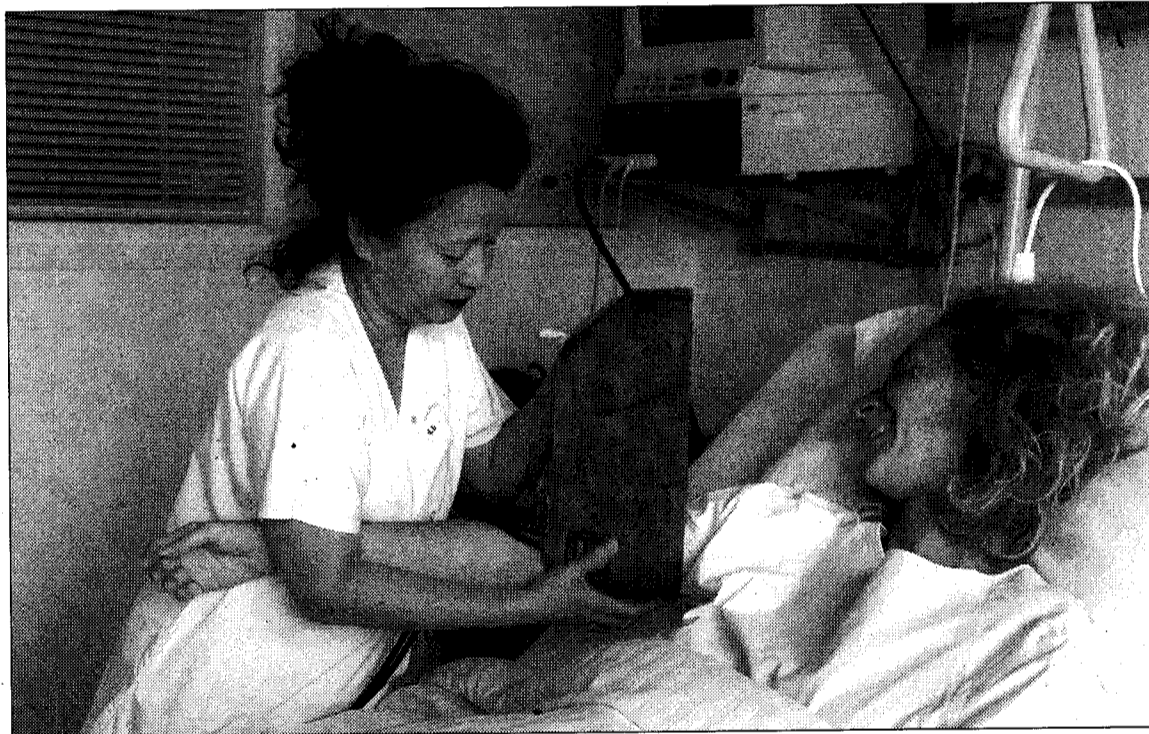
Guigou prétend que ces recrutements se feront sur trois ans, car il est difficile de recruter du jour au lendemain, en particulier, c'est à la mode, à cause de la « pénurie d'infirmières ». Pourtant, ces 35 heures, cela fait plusieurs années que le gouvernement en parle et rien ne lui interdisait de commencer à recruter dès 1998!

De plus, il n'y a pas que des infirmières dans les hôpitaux et pour toutes les autres catégories de

personnel, les recrutements pourraient se faire immédiatement, ne serait-ce que pour permettre par exemple aux aides-soignantes qui le désirent de suivre la formation d'infirmière. Or, aujourd'hui, pour toutes ces catégories, c'est la pénurie de... budget.

Enfin, dans les années à venir, près de 40 % du personnel va partir en retraite (d'ici à 2010). Dès aujourd'hui, se pose le problème de leur remplacement. Le gouvernement n'en parle pas, mais s'il crée 40 000 emplois (ce qui est insuffisant) pour le passage aux 35 heures, mais ne remplace pas les départs en retraite, ce serait une véritable arnaque.

Mais, depuis le début, dans les projets gouvernementaux de passage aux 35 heures dans la fonction publique hospitalière, il était principalement question de flexibilité et de polyvalence, comme dans la loi Aubry pour le privé. L'embauche n'était évoquée que comme une éventualité de dernier recours, une fois que tous les efforts d'« aménagement du temps de travail » auraient été faits. Dans le même esprit, Kouchner vient de préciser que les négociations actuelles doivent « porter non pas seulement sur le nombre (de créations d'emplois) mais sur la manière d'organiser l'hôpital de demain, l'hôpital du XXI^e siècle », ajoutant : « C'est une



chance comme jamais nous n'en avons rencontré». Une chance pour eux de nous mettre au pied du mur, de nous obliger à nous débrouiller pour passer aux

35 heures avec les sous-effectifs actuels en acceptant des conditions de travail plus difficiles, avec augmentation de la charge de travail et horaires irréguliers.

D'ores et déjà, les syndicats ont annoncé une journée de grève pour le 20 septembre: ces créations d'emplois à minima, cela ne fait effectivement pas le compte.

— Les premiers commentaires — du personnel

L'annonce des 40 000 embauches, passée la première surprise, ne suscite pas d'enthousiasme. C'est au contraire le scepticisme qui s'exprime. « C'est un effet d'annonce, rien de plus », disent des infirmières de l'hôpital Beaujon à Clichy en banlieue parisienne. « L'Assistance publique dit déjà aujourd'hui qu'elle ne trouve personne, où va-t-elle trouver des gens à embaucher demain? ». Certaines font aussi remarquer qu'il faut quatre ans pour former des infirmières et que donc les problèmes actuels ne sont pas près d'être résolus. Les plus incrédules disent : « De tout façon, personne ne veut plus travailler à l'hôpital. Tout le monde sait que c'est trop dur ».

Mais on en revient aussi au fait que de nombreuses écoles d'infirmières ont été fermées et qu'il est un peu tard pour s'étonner qu'il en manque. Par exemple, il y a deux ans, il y avait 1 200 candidats pour 750

places seulement en institut de formation de soins infirmiers de l'AP.

Des aides-soignantes de l'hôpital Robert-Debré à Paris disent qu'elles voudraient bien devenir infirmières et que si le gouvernement le voulait vraiment il y aurait des infirmières. Le « comité de pilotage », structure paritaire créée à l'échelle de l'hôpital pour préparer les 35 heures, a fait distribuer par les surveillantes un questionnaire sur la récupération de la réduction de temps de travail. L'avis général est qu'il faudrait récupérer une journée sur la semaine de sept jours.

A l'hôpital Saint-Antoine, des ouvriers remarquent qu'on ne parle pas de leur catégorie dans les prévisions d'embauche. Les soignants se disent aussi que sur trois ans, « ça va être la galère ». Comment sera-t-il possible de récupérer les heures dues alors qu'actuellement c'est déjà difficile de le faire?

Certains s'inquiètent du fait que, parallèlement aux 35 heures, de nombreux départs en retraite ne sont pas remplacés. Les solutions comme faire revenir des retraitées ou embaucher des infirmières d'autres pays européens apparaissent dérisoires, même si elles font un peu discuter.

Les arguments des syndicats selon lesquels le chiffre d'embauche, au titre des 35 heures devrait être de 80 000 n'est guère repris dans les discussions pour le moment. Mais le mécontentement est réel car les conditions de travail cet été ont été très pénibles. Aussi l'idée de grève circule un peu. La journée du 20 septembre est connue et fournira peut-être un premier moyen d'exprimer cette colère. Il faut tout faire dans ce sens!

Correspondant LO

Renault-Sovab Batilly - Meurthe-et-Moselle

De 950 intérimaires en décembre dernier, il n'en reste plus que 301 aujourd'hui et il n'en restera que 150 au 1^{er} octobre; en moins d'un an, le nombre d'intérimaires à l'usine Renault-Sovab de Batilly (nous sommes près de 3 000 qui fabriquons les utilitaires Master et Mascott) aura donc diminué de 800, ce qui est loin d'être compensé par les 250 embauches.

Le prétexte officiel de ces suppressions d'emplois est la baisse de commandes. Le 29 août, la direction de la Sovab a ainsi annoncé une nouvelle baisse de cadences de 30 véhicules Master par jour à compter du 1^{er} octobre. La production ayant déjà diminué de 30 véhicules au retour de congés, elle va donc redescendre à 380 Master par jour, la production de Mascott restant, elle, à 50 véhicules. Tout a fait imprévue, cette baisse de commandes serait due en partie à la mise sur le marché du nouveau Trafic produit par Renault en Grande-Bretagne. C'est dire que le

groupe Renault n'y perd rien puisqu'il gagne en ventes de Trafic ce qu'il perd en ventes de Master.

Un « équilibrage » qui ne passe pas

En rentrant de congés, nous avons donc eu un nouvel « équilibrage », tous les postes de travail sur les chaînes ayant été recalculés et réorganisés à la faveur de la baisse de production. La direction profite de la diminution de cadences pour recalculer la charge de travail de chaque poste et en supprimer le plus possible. Cela ne s'est pas passé sans

DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS QUI NE DISENT PAS LEUR NOM

heurts. Par exemple, deux secteurs du Montage, le GMP et la ligne-sol (représentant une cinquantaine de travailleurs par poste), ont débrayé, avec l'appui des militants syndicaux des secteurs en question, dès le retour des congés. La direction y supprimait respectivement quatre et cinq postes. A nous de nous débrouiller pour produire!

Les grévistes réclamaient un poste de plus en ligne-sol et deux au GMP ainsi que le paiement des heures de grève et des excuses d'un contremaître les ayant traités de « vandales ». Du mercredi 22 au jeudi 30 août, au Montage, la production a été réduite d'un bon tiers, la direction essayant de faire faire le travail par des chefs, mais elle a eu bien du mal à trouver des volontaires. Les débrayages ont touché les trois équipes, une équipe allant jusqu'à faire grève deux postes de suite.

Une intransigeance totale

Face à ces débrayages, la direction a été d'une intransigeance totale, ne voulant pas ouvrir une brèche car c'est dans de nombreux secteurs que la charge de travail est trop lourde. Mais comme les problèmes se posent secteur par secteur, bout de chaîne par bout de chaîne, certains s'en sortent mieux que d'autres, une réponse d'ensemble n'était pas dans les esprits.

Par ailleurs, le Comité d'entreprise exceptionnel du 29 août annonçant un nouvel équilibrage au 1^{er} octobre, la suppression de 150 intérimaires et le gel des embauches, a fait l'effet d'une douche froide. D'autant que la direction laisse planer la menace de la suppression de l'équipe de nuit (après avoir supprimé les équipes SD en tôlerie) avec un plan « social » pour le début de l'année

si les commandes ne remontent pas.

Il y a sans doute une part de bluff de la direction qui vise à faire accepter en douceur le départ des intérimaires et l'augmentation de charge de travail de ceux qui restent. La baisse des commandes lui sert de prétexte pour diminuer les prix de revient en fabrication, c'est-à-dire augmenter la part des actionnaires de Renault.

En tout cas, elle se montre très agressive comme en témoigne le licenciement pour faute grave d'un ouvrier combattif du Mastic. Ce licenciement injustifié suscite une grande émotion dans l'usine et les trois postes du Mastic ont débrayé, à l'appel de la CGT et de FO, le 4 septembre, son équipe faisant grève tout le poste. Et l'idée d'une riposte à l'échelle de l'usine fait son chemin.

Correspondant LO

Transferts des euros

Les convoyeurs de fonds dans la ligne de mire

30 000 banques, 17 000 bureaux de poste et 3 500 succursales du Trésor public vont être approvisionnés en euros pendant treize semaines. 50 000 milliards d'euros: il s'agit du plus gros transfert de fonds jamais réalisé en Europe. D'où l'inquiétude des convoyeurs de fonds. Jamais ils n'ont eu à transporter de telles sommes en si peu de temps.

Evidemment, des mesures exceptionnelles de sécurité ont été mises en jeu. Mais les syndicats de convoyeurs dénoncent d'une part l'aggravation des conditions de travail, d'autre part les risques de braquage.

Le gouvernement a autorisé les entreprises de convoyage à faire travailler leurs salariés 46 heures par semaine. De plus, les convoyeurs auront à porter en permanence des sacs bien plus lourds. La fatigue les rendra aussi moins vigilants sur leur sécurité. Ils

ne pourront pas prendre de vacances pendant toute la période du passage à l'euro. D'après le responsable FO de la branche, le ministre des Transports a même autorisé des semaines de 50 heures. Selon lui, « il aurait fallu trois fois plus de recrues pour absorber le travail supplémentaire. »

D'autre part, les convoyeurs dénoncent les « points noirs » (zones dangereuses pour les convoyeurs) qui subsistent malgré les assassinats à répétition de convoyeurs, comme dernièrement à Cergy. Des escortes policières sont prévues mais les convoyeurs craignent qu'elles ne soient pas en nombre suffisant.

Et le pire sera en décembre avec le transport des billets, bien plus tentant encore pour les gangsters.

C'est pourquoi bon nombre de convoyeurs sont prêts à faire « la grève de l'euro » au moindre problème. Et ils ont raison.

C.B.

D.S. INDUSTRIE (Holding Point Cadre) Dunkerque

LE RAS-LE-BOL ÉCLATE

Depuis mardi 28 août, les travailleurs de DS Industrie (Holding Point Cadre) de la zone industrielle de Petite Synthe, près de Dunkerque, sont en grève.

DS Industrie est une entreprise de 64 salariés qui fabrique des encadrements pour les posters, photos, qui sont ensuite commercialisés dans les magasins Point Cadre. C'est une affaire juteuse pour le patron qui multiplie les signes extérieurs de richesse.

Mais pour nous, la réalité est bien différente.

Les conditions de travail à la production sont lamentables. Les cadences sont tellement pénibles que beaucoup d'entre nous ont des problèmes articulaires et musculaires. Certains portent seuls des colis de 80 kg. Sur les machines de coupe de

bois, l'aspiration n'est pas conforme et on respire de la poussière de bois qu'on sait pourtant dangereuse.

En mars, la direction a donné 200 F d'augmentation, mais dans les mois qui ont suivi, les primes de production et de productivité ont été diminuées, ce qui représente, au bout du compte, de 150 F à 1 000 F en moins sur la fiche de paye selon les salaires.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est l'accord sur les 35 heures qu'a voulu nous imposer le patron, avec la modulation des horaires, la suppression d'un quart d'heure de pause et le gel des salaires pour un an.

Mardi 28 août, à l'appel de la CGT, vingt-six ouvriers de la production sur trente-trois - dont beaucoup de jeunes - se sont mis en grève

pour les salaires, le respect des règles de sécurité et pour que les 35 heures ne soient pas pires que les 39 heures.

Le patron est rentré de ses vacances à Ramatuelle pour venir au piquet de grève dire qu'il ne pouvait pas céder et menacer de fermer l'entreprise. Jeudi, on a commencé à voir des cadres et des secrétaires essayer d'assurer la production, certaines tirant des transpalettes en sandales.

De notre côté, nous avons commencé à diffuser largement des tracts expliquant notre lutte sur les marchés, dans les centres commerciaux, en ville, avec partout un accueil positif.

Pour le moment il n'y a pas d'avancées. Mais le fait de résister, de faire grève et de rester soudés, pour nous, c'est déjà un succès.

Gazole UN GESTE ÉLECTORAL QUI N'EFFACE PAS L'ARDOISE

Sur un litre de gazole à 5,30 francs, la taxe représente 3,32 francs, soit près des deux tiers du prix. A quelques mois des élections, Jospin a fait savoir qu'il n'envisageait pas une nouvelle augmentation de cette taxe. Autrement dit, on continuera à payer, mais le Premier ministre voudrait sans doute qu'on le remercie parce que cela pourrait être pire.

Le gouvernement avait justifié des augmentations répétées de la taxe sur le gazole ces dernières années par un « rattrapage » par rapport à l'essence dont la taxation est encore plus élevée (4,91 francs sur un prix du litre à 7,05 francs, soit 69,6 % actuellement). Une nouvelle hausse de la taxe du gazole de 7 centimes devait intervenir en janvier prochain: autrement dit, juste avant les élections. C'est pourquoi Jospin a laissé entendre qu'il y renoncerait, écrasant au passage quelques plates-bandes des Verts. Dominique Voynet n'a pas manqué de se dire « déçue » tandis que Noël Mamère donnait de la voix, fustigeant le « manque de courage politique » de Jospin et son « électoralisme pur et simple ».

Il est évident que le geste de Jospin renonçant (provisoirement) à une nouvelle hausse est destiné à glaner quelques voix. Mais la contrariété et les protestations entendues du côté des Verts ne vont ni dans le sens de l'écologie, ni dans celui de la défense des intérêts des travailleurs. Si le gouvernement voulait prendre des mesures incitatives pour dissuader l'utilisation d'une voiture individuelle - à essence ou diesel -, il faciliterait l'usage des transports en commun. Leur développement à la périphérie des villes, à l'échelle régionale, avec des horaires pratiques, des tarifs à bon marché ou gratuits, pourrait permettre de préserver la qualité de l'air. Et tout simplement, il faciliterait la vie de la population.

Mais le gouvernement Jospin tourne le dos à de tels choix. Et tout ce qu'il a trouvé, c'est de recouvrir d'un vernis « écologique » à la mode dans certains milieux petits-bourgeois, la vieille politique qui consiste à taxer la consommation, en fait en frappant particulièrement les classes populaires.

Jean SANDAY